

Monsieur Daniel Lebègue, Président
Transparency International France
14, passage Dubail
75010 Paris

Monsieur le Président,

Vous avez interrogé Jean-Luc Mélenchon sur les mesures de moralisation de la vie publique à adopter dans notre pays. Nos constats sont largement convergents.

Notre système politique est en crise. La « monarchie présidentielle » de la V^e République crée un déséquilibre institutionnel nuisible à la démocratie. Le Président de la République cumule les pouvoirs, comme chef de l'Etat, chef du gouvernement et chef de la majorité parlementaire, le tout en n'étant responsable devant personne.

Et cette irresponsabilité politique du Président de la République se décline à d'autres acteurs de la vie publique : ministres, parlementaires, élus locaux... Ces dernières années, les cas de comportements contraires à l'éthique républicaine se sont multipliés : songeons aux affaires Cahuzac, Thévenoud, sans compter le cirage de chaussures d'un éminent conseiller à la présidence de la République ou, plus récemment, les accusations d'emploi fictif adressées à l'encontre de l'épouse d'un important candidat à l'élection présidentielle...

Toutes ces pratiques amORAles sapent les fondements de notre démocratie. Aujourd'hui, le peuple ne se reconnaît plus dans le système politique, qui n'a plus de légitimité à ses yeux. Les niveaux d'abstention à chaque élection en témoignent. Aujourd'hui, hormis l'élection présidentielle, le « parti » des abstentionnistes est majoritaire à presque toutes les élections.

C'est pour cela que l'organisation que vous présidez a formulé onze recommandations à l'égard des candidat.e.s à l'élection présidentielle. Nous approuvons non seulement votre démarche dans son ensemble, mais également la quasi-totalité des mesures que vous recommandez. D'ailleurs, un certain nombre d'entre elles figurent d'ores et déjà dans le programme de la France insoumise, *L'Avenir en commun*.

C'est ainsi que nous prôtons une stricte limitation du cumul des mandats, dans l'espace comme dans le temps, l'obligation d'une déclaration de patrimoine pour les ministres et les parlementaires avant leur entrée en fonctions ou encore l'inéligibilité pour les élus condamnés pour faits de corruption. Nous pourrions également mentionner l'interdiction de l'entrée du Parlement pour les lobbys ou, puisque vous évoquez un droit de pétition national, l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne, idée à laquelle nous sommes particulièrement attachés.

**La France
insoumise**

jlm2017.fr

Jean-Luc
MÉLENCHON

 @JLMelenchon

 JLMelenchon

Dossier suivi par :

Nous sommes également défenseurs de l'indépendance de la justice. De telles mesures, qui, dans leur orientation générale, nous sont communes, nous paraissent absolument indispensables à la moralisation de la vie publique.

Mais nous estimons qu'il faut aller encore plus loin. En effet, à nos yeux, face à l'ampleur de la crise civique et démocratique, c'est l'ensemble du peuple français qui doit s'impliquer dans la réécriture collective du pacte fondateur de la Nation. Nous appelons donc à un processus constituant dont la finalité sera le changement du système politique, par l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

Le processus visera à rompre avec la monarchie présidentielle pour rendre au peuple sa souveraineté politique, par la convocation d'une Assemblée constituante, dont certains membres seront élus, tandis que d'autres seront tirés au sort. Cette Assemblée aura pour seul mandat de proposer une nouvelle Constitution pour la République française. A la fin, c'est au peuple français qu'il appartiendra de se prononcer, par référendum, sur le projet constitutionnel élaboré par l'Assemblée constituante.

Outre les sujets que nous avons déjà abordés, nous estimons qu'un ensemble de mesures de rénovation de la vie publique, par l'émergence d'un véritable contrôle citoyen sur les élus, pourraient être mises en débat et engagées dans ce cadre.

Vous le voyez, nos ambitions se rejoignent largement : nous voulons en finir avec les pratiques contraires à l'éthique et à la probité, qui sont, force est hélas de le constater, quasi consubstantielles à la monarchie présidentielle de la V^e République.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, nous vous invitons également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, sur le site <https://laec.fr/> ou en librairie et les livrets thématiques sur le site : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard

Co-responsable du programme de la France Insoumise